Le 08/07/14

Liminaire CAPL
Mouvement local IFIP

Monsieur le Président,

Le contexte économique qui frappe notre pays est particulièrement inquiétant. Un sursaut social est indispensable pour combattre les effets destructeurs de la crise économique mais également pour éviter une remise en cause en profondeur des valeurs de la république et donc de la démocratie.

Les solutions avancées, comme le pacte de compétitivité, fragilisent encore plus la cohésion et les solidarités nationales. Ce pacte de compétitivité fait peser sur les ménages une facture lourde de conséquences mais il engendre également un affaiblissement de la fonction publique et pénalise une fois de plus les agents des trois fonctions publiques. Le 15 mai dernier, les fonctionnaires se sont notamment mobilisés contre le gel de la valeur du point d'indice, pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour une véritable refonte des grilles indiciaires. Le « ras-le-bol » qui traverse nos administrations et la DGFIP tout particulièrement est réel et profond. Il a vocation à s'amplifier si aucune réponse n'est apportée aux revendications des agents.

les agents de la DGFIP attendent des mesures positives, rapides et concrètes. Lors du CTM du 30 avril 2014, Solidaires Finances a interpellé les ministres sur la situation des directions affaiblies par de longues années de suppressions massives d'emplois, par une perte de reconnaissance des agents et par une forte dégradation des conditions de travail, dans les différents services. Une chose est certaine, aucune direction, aucun service n'est épargné. Pour Solidaires Finances Publiques les missions de la DGFIP doivent toutes être qualifiées de prioritaires.

La baisse des emplois à la DGFIP a été drastique depuis 2002 avec plus de 30 000 suppressions d'emplois. Pour Solidaires Finances Publiques, il faut stopper les suppressions d'emplois car le besoin est au renforcement en effectifs de tous les services. Les emplois de catégories A ne sont pas épargnés par l'austérité ambiante. Les tensions en matière d'emploi sont réelles et particulièrement néfastes au bon fonctionnement des services. Elles le sont également en matière de dégradation des conditions de travail. Cette dernière trouve sa genèse dans un management de plus en plus décalé, de moins en moins technicien. Pour Solidaires Finances Publiques un plan d'amélioration des conditions de travail est nécessaire et doit se traduire concrètement pour les agents. Les élus de la CAP tiennent solennellement à alerter l'Administration sur le nombre croissant et particulièrement inquiétant de situations difficiles souvent accompagnées de souffrance en lien direct avec le milieu professionnel. Nous exigeons que l'administration apporte le soutien et l'attention nécessaire à ces agents pour éviter que le pire ne se produise. Il est de la responsabilité de la Direction Générale de tout mettre en œuvre pour accompagner ces collègues et leur permettre de retrouver une vie professionnelle normale.

Un autre sujet pèse lourdement dans le contentieux qui oppose les agents au gouvernement et à l'administration, celui du pouvoir d'achat et des carrières. C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques et Solidaires Fonction Publique revendique une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et une refonte des grilles indiciaires. Concernant la catégorie A, l'urgence est aux discussions et aux décisions visant notamment à améliorer les niveaux indiciaires, à réduire les écarts entre A et A+ avec un rattrapage par le haut, en créant le 13ème éch du A. A la DGFIP, les accès au grade d'ldiv à titre personnel doivent être réaffirmés et consolidés afin d'offrir aux agents en fin de carrière un débouché honorable. Concernant la mise en œuvre des régimes indemnitaires DGFIP. Solidaires Finances Publiques ne peut se satisfaire des annonces du ministre, évoquant que la valeur du point d'indice ferait l'objet de discussions futures. Solidaires

Finances Publiques exige la revalorisation des régimes indemnitaires DGFIP. Les propositions faites par l'administration sont depuis le début partielles et insuffisantes. Nous réaffirmons ici, que les revendications portées par notre organisation lors des groupes de travail et du CTR sur l'indemnitaire doivent être prises en compte. Nous ne pouvons clôturer ces différents chapitres sans évoquer le correctif Jacob pour les inspecteurs nommés avant janvier 2007. La mise en œuvre de ce correctif ne peut plus attendre. Nous exigeons que pour la campagne de mutation 2015, ce dispositif soit effectif.

Suite à la publication du mouvement définitif national, les élus de Solidaires Finances Publiques ont rencontré certaines difficultés pour analyser correctement la situation des emplois dans notre direction. La gestion des emplois de la sphère informatique continue de nous interpellier et il est compliqué d'en cerner parfois la logique. Pour Solidaires Finances Publiques, une plus grande transparence pour ces emplois est attendue et nous avons besoin notamment de toute la lisibilité nécessaire pour nous assurer que les règles d'affectation soient scrupuleusement respectées. Dès lors nous souhaitons disposer pour la campagne 2015 de documents de travail plus accessibles et précis. Nous estimons donc que, pour remplir correctement notre mandat, nous devons disposer de tous les éléments utiles à la confection du mouvement (situation des effectifs avant et après mouvement local, TAGERFiP, état des vacances des postes par établissement et par qualification ayant servi de base à l'élaboration du mouvement). Nous attendons bien entendu que toutes les vacances d'emplois intervenant d'ici le 1er mars 2015 (retraites, congés longue durée, promotion, etc...) soient prises en compte. Vous l'aurez compris nous attendons de cette CAP que les règles de gestion nationales soient scrupuleusement appliquées au niveau local.

Nous remercions nos collègues des RH de la disponibilité dont ils font preuve, malgré les difficiles conditions d'exercice de leur mission avec des moyens contraints.